

« La gauche ne les connaît plus ». Entretien avec Nora Hamadi

Article by Edouard Gaudot, Nora Hamadi

July 26, 2024

Ce que la France a vécu ces derniers mois n'est rien de moins qu'une montagne russe politique : après les élections européennes qui ont vu l'extrême droite décimer ses opposants, les forces de gauche ont défié les attentes des sondages nationaux pour former le plus grand bloc politique au niveau national. Malgré ces bons résultats, les progressistes français se trouvent dans une position plus faible que jamais, en grande partie à cause du fossé grandissant entre les politiciens et leur électorat. Entretien avec Nora Hamadi.

Edouard Gaudot: La France a vécu ces dernières semaines une séquence politique particulièrement intense et dramatique, entre la victoire massive de l'extrême-droite aux élections européennes, puis une dissolution surprise et deux tours de législatives au pas de course, sous la menace d'une majorité absolue pour le RN mais conclues sur une victoire relative de l'alliance de gauche et la tripartition en blocs relativement égaux de l'Assemblée nationale. Avec ton œil à la fois de journaliste et d'éditorialiste, engagée sur les questions européennes et les questions sociales, quelle lecture et quels enseignements en retires-tu ?

Nora Hamadi: Une grande confusion. J'en retiens aussi une déconnexion entre les espaces politiques et médiatiques et la réalité du terrain, des Français, et de leurs préoccupations. Dans le bruit médiatique, on n'entend que les logiques partisans de coalitions ou de stratégie interne aux partis. Quelques éléments programmatiques émergent, mais noyés dans les mises en scène polémiques, notamment sur les questions de chiffrage du programme du NFP.

Je perçois en fait, et c'est dit sans mépris, un certain manque de compétences politiques institutionnelles dans le grand public qui n'a pas su lire la séquence : pourquoi un vote pour l'Europe devrait mener à une dissolution, et des législatives anticipées ? D'ailleurs beaucoup d'éditorialistes et de commentateurs n'ont pas compris non plus ce qu'a fait Emmanuel Macron. Moi, sur le terrain, j'ai rencontré beaucoup de gens désorientés, qui demandaient qu'on leur explique la situation. Quand je compare avec les plateaux où j'interviens, composés d'éditorialistes prisonniers de leurs logiques étroites de traitement des disputes internes et des rapport de force entre partis, dans les partis, je suis frappée par l'éloignement sidéral entre les citoyens et la sphère politico-médiatique.

Cette déconnexion a engendré un bruit de fond, une écume toxique, qui alimente encore plus le discrédit et le rejet d'une classe politique uniquement intéressée par la guerre des places au détriment des intérêts des gens.

Pourtant, les Français se sont mobilisés pour cette séquence dramatique...

Oui, d'ailleurs c'est ça qui est intéressant. En fait, tout ce que n'ont pas vraiment fait les politiques et les médias, a été accompli ailleurs, grâce à un gros travail des structures de la société civile organisée et les acteurs citoyens, à la fois en quartiers populaires et ailleurs : avec des fronts antiracistes, des mobilisations du vote, des prises de position publiques. J'ai vu des structures ad-hoc se monter en quelques jours à base de fils WhatsApp pour organiser des tractages, des porte-à-porte, pour répondre

à l'urgence de l'incendie qui menace. Cet effort de pédagogie a eu beaucoup plus d'effet. C'est la société civile, qui a clairement fait montre de la plus grande responsabilité sur les enjeux. Rien à voir avec les ergotages mesquins des chefs de partis qui refusaient de « choisir entre les extrêmes » ou de donner des consignes de votes.

Ainsi, on a beaucoup entendu de gens sur le terrain pénétrés par cette petite musique, qui disaient, « non, mais moi, je n'ai pas envie de choisir entre la peste et le choléra ». Ça, c'est une formule qui a très bien fonctionné. Comme la question de savoir si le RN est « vraiment d'extrême droite ». Cela dit à quel point on est dans une forme de dépolitisation générale, où la communication politique et la dimension marketing écrasent le débat de fond.

Tu pointes ici une faillite dramatique des médias dans leur rôle d'intermédiaires et de médiateurs politiques. On entend souvent d'ailleurs que les médias ont un rôle direct dans la montée de l'extrême-droite en France. Jusqu'à quel point est-ce vrai selon toi ?

Alors il faut préciser que moi, je participe autant à des médias à la fois culturels voire « intello », d'une sensibilité plutôt progressiste, qu'à des médias au spectre plus large comme BFM, complètement inscrits dans « l'économie de l'attention » et ses logiques d'audience. Là où il n'y a plus aucune hiérarchisation de l'information, où l'important c'est ce qui vient d'arriver. Là où on feuilletonne, on crée du récit, des cliffhangers – c'est littéralement de la télé-réalité politique, centrée sur les échanges de propos, de tweets et de réactions d'indignation plus ou moins calculées. Dans cette logique, le Rassemblement national, avec ses 10-12 millions d'électeurs donc de spectateurs potentiels, tient une place primordiale dans le dispositif. Au point que j'ai même vu arriver à partir du mois de mai des éditorialistes et des communicants « pigés » rémunérés en plateau au même titre que moi en tant que journaliste. Donc des anciens « conseillers » ou « communicant » de Marine Le Pen ou du RN présents sur tous les plateaux tous les jours et salarié par une grande chaîne d'info en continu.

Il y a clairement un lien direct, qui ne se limite pas à la galaxie du groupe de média Bolloré, dans la banalisation du discours de l'extrême droite. Cette parole, raciste, xénophobe, qui est celle du Rassemblement national occupe donc le terrain et les plateaux, parce qu'on estime qu'on ne « peut pas négliger 11 millions de Français ». C'est un cercle vicieux entretenu par les médias Bolloré qui jouent un rôle primordial dans cette concurrence exacerbée liée à l'économie de l'attention.

Il y a des enquêtes qui le soulignent, et ce sont des choses qu'on m'a confirmées en interne : des consignes aux programmeurs et aux rédacteurs en chef de faire la part belle aux éditorialistes et aux invités d'extrême droite. Cela signifie qu'on a des plateaux extrêmement déséquilibrés, où par exemple, je me retrouve souvent seule, assignée à une identité politique de gauche et « populaire ».

C'est aussi ma différence : je suis sur le terrain et je viens rapporter ce que je vois. Mais le dispositif médiatique fonctionne dans des logiques d'assignation et de postures, avec des plateaux qui alimentent la polarisation et une culture du clash qui correspondent au modèle économique : la politique spectacle. Animée en outre par des journalistes qui n'ont parfois pas assez de culture politique ou de professionnalisme pour poser de vraies questions ou se démarquer des éléments de langage diffusés par les partis. C'est complètement déconnecté du réel des gens. Ce sont des choses qui personnellement me fâchent et politiquement m'inquiètent.

Outre le rôle des médias, selon toi, la montée de l'extrême droite en France peut-elle être imputée au bilan de ce septennat macroniste ? Et si oui pourquoi ?

En fait, le problème c'est la pratique du pouvoir. Dès 2017, alors qu'il est élu face à Marine Le Pen, une

des premières choses que Emmanuel Macron dit c'est : « mon objectif c'est de faire baisser l'extrême droite ». Mais très vite, il s'enferme dans un schéma manichéen et puissamment dangereux, très bien illustré par les européennes de 2019 : les nationalistes contre les progressistes. J'avais fait d'ailleurs des papiers pour alerter sur la dangerosité de cette opposition, car il s'agit au fond des deux faces d'une même pièce. Cela suppose que les progressistes seraient un seul camp, donc que l'Europe, le progrès, le bien, c'est Macron. Et ceux qui sont contre Macron et sa vision seraient forcément des nationalistes, des populistes, des gens dangereux. Il a donc fait de Marine Le Pen sa première opposante, ce qui s'est confirmé en 2022, où son score a encore augmenté : elle a pu former un groupe de 89 députés à l'Assemblée.

Donc oui, avec sa posture politique tactique, Macron a conforté le rôle du RN comme seule alternative crédible. En plus, sur le conseil de ses proches, il l'a continuellement alimenté avec ses triangulations bancales sur les questions mémorielles ou sur la loi immigration, votée avec le Rassemblement national, clairement.

Sa pratique du dialogue social aussi a été catastrophique. La gestion des Gilets jaunes ou la réforme des retraites : ces politiques ont moins renforcé le RN en tant que tel que la détestation de Macron et de son camp. Le RN a su capitaliser sur cette colère.

C'est aussi une des erreurs de la gauche, qui ne sait plus s'adresser aux classes populaires et donc n'a pas pu canaliser ces colères.

Dans les rapports de force actuels, on a vu la cristallisation des deux blocs que tu viens de citer, et l'émergence d'un troisième bloc : le Nouveau Front Populaire. Dans un système français qui punit la désunion, cette alliance a réussi à conquérir une majorité relative. A la grande surprise on voit donc le retour de la gauche dans le jeu. Premièrement, de quelle gauche s'agit-il ? Et deuxièmement, qu'est-ce que cela dit selon toi des aspirations des Français ?

Quelle gauche ? C'est une question plus difficile qu'il n'y paraît. Je pense qu'il y effectivement a un peuple de gauche, mais en l'occurrence, il y a aussi eu un « front républicain » pour faire barrage à l'extrême droite au pouvoir. Je ne sais pas exactement quelle gauche a gagné. Parce que dans cette alliance, il y a plusieurs gauches qui s'adressent à des segments différents de la société. Avec les bons résultats aux européennes, il y a le retour des sociaux-démocrates, pragmatiques, et tous leurs vieux caciques – comme le montre le retour de François Hollande à l'Assemblée. La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon essaie de s'adresser plus aux classes populaires, mais ce sont surtout les jeunes, les étudiants, et les quartiers populaires qui suivent. Les Verts, pour être honnête, je ne sais pas vraiment à qui ils parlent, si ce n'est à un microcosme urbain diplômé.

L'urgence électorale et politique a permis une forme d'alliance dont le plus dur n'était pas le fond – car il y a consensus sur une grande majorité de la substance, sur les questions de justice sociale, de justice environnementale, de redistribution, d'antiracisme, de xénophobie, d'égalité des droits... Sur les valeurs et les enjeux, les gauches sont à peu près alignées. Mais pas sur la stratégie. Ces formations politiques ne parlent pas aux mêmes personnes et sont incapables de penser une base électorale élargie. La preuve, l'addition de toutes leurs forces, même les plus marginales les amène vers les 30%. La France n'a jamais été aussi à droite et le bloc de gauche n'a jamais été aussi faible.

Justement, tu as eu des mots très durs dans plusieurs séquences médiatiques récentes, aussi bien vis-à-vis de certaines de ses figures que vis-à-vis de la gauche en général. Est-ce que tu pourrais revenir sur les reproches majeurs fait à « cette gauche-là » dont tu te faisais la porte-

parole ?

C'est d'abord un sentiment de colère, parce que la gauche a littéralement décidé d'abandonner la base électorale qui était la sienne, c'est-à-dire les classes populaires et une partie des petites classes moyennes. Elle a embrassé la métropolisation, la globalisation, et accepté d'abandonner une partie des citoyens sur l'autel du pragmatisme, notamment économique... Le symbole de cette rupture est Lionel Jospin qui disait en 2001 par exemple, « l'État ne peut pas tout ».

Les Verts, pour être honnête, je ne sais pas vraiment à qui ils parlent, si ce n'est à un microcosme urbain diplômé.

Ça se traduit comment dans les politiques, par exemple ?

Ça se traduit effectivement par des politiques d'abandon de certains territoires, ou de certaines politiques publiques, notamment vis-à-vis de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'accès à la culture. Certes, il y a aussi des logiques contraintes par des éléments financiers surtout à partir de 2007, mais la gauche qui avait gardé des régions, des départements s'est mise à faire des choix budgétaires et politiques qui répondaient à d'autres priorités. Ces choix-là, on les paye aujourd'hui.

Quand je parle d'abandon, c'est littéral : c'est d'ailleurs mutuel, car c'est le moment où les quartiers populaires se réfugient dans l'abstention. Ce qui favorise alors une forme de politique clientéliste : il faut faire des politiques publiques qui s'adressent à ton électorat. En gros, les retraités, les actifs les plus âgés, et les conscientisés, qui eux votent. On finit par abandonner une partie de ceux à qui on doit s'adresser.

Donc oui, on peut en vouloir à la gauche, mais aussi aux syndicats, aux corps intermédiaires qui ont cessé de faire leur travail : ces espaces d'intermédiation ont disparu. Certes, il y a des explications plus exogènes, mais l'affaiblissement des espaces d'intermédiation, de représentation et de socialisation politique est général. Or ces espaces étaient plutôt à gauche et progressistes : les grandes maisons d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement, les centres Léo-Lagrange, les CEMEA (un dispositif d'éducation populaire)... On a abandonné le travail de lien direct qui faisait de l'éducation à la citoyenneté. Des territoires entiers ont vu leurs structures fermer une à une, les associations disparaître faute de moyens. Je parle de territoires qui sont pourtant insérés dans des métropoles, mais complètement abandonnés. Ma ville d'enfance, typiquement est à 19 kilomètres de Paris, mais c'est un désert médical, et toutes les structures dont j'ai bénéficié, gamine, n'existent plus.

Ces structures qui créaient du lien social, du commun, une éducation à la citoyenneté et l'émancipation, elles ont été réduites à portions congrues. Derrière, tu as une forme d'isolement, de désaffiliation de la part d'une grande partie des électeurs. C'est ça aussi l'explosion de l'abstention. Là, on se gargarise des chiffres de la participation... Certes, 67 %, c'est bien. Mais c'est un électeur sur trois quand même qui n'a pas été voter. Ce n'est pas rien. Ça fait environ 16 millions de gens qui se taisent.

Un exemple paradigmatique de ce décrochage de la gauche, c'est les Gilets jaunes. La manière dont la gauche a méprisé et négligé ce puissant mouvement social dans les premières semaines montre à quel point le niveau de déconnexion du personnel politique qui la compose est dangereux. Ça explique aussi cet espace rabougri qu'elle occupe aujourd'hui. Parce que pour beaucoup, ils n'ont plus vraiment de lien

avec les espaces militants, ou alors un lien occasionnels sur des actions, notamment les mouvements écologes, comme Extinction Rebellion ou Les Soulèvements de la Terre, quand il s'agit d'aller manifester contre les mégabassines. Mais cette relation plus informelle qui pouvait exister jusque-là, qui permettait à la fois d'aller chercher des militants, d'être en lien avec la société civile et d'avoir quelque chose de l'ordre d'un biotope politique, elle s'est cassée. D'ailleurs, les Gilets jaunes ont émergé en dehors de toute représentation, à partir d'une pétition.

Or les premières semaines, la grille de lecture majoritaire des politiques de gauche y voyait un mouvement de factieux, proto-fascistes, de gens racistes, xénophobes qui voulaient garder leur bagnole en périurbain. On est à quel niveau de hors sol et de déconnexion vis-à-vis du terrain ? Le personnel politique de gauche a dénié à ces gens la possibilité d'avoir un propos politique parce qu'il n'était pas formaté pour être appréhendé par des Sciences Po/ENA ?

Quand j'ai exprimé publiquement ma colère sur les renoncements de la gauche c'était justement pour lui rappeler ses devoirs à l'égard des classes populaires, des plus modestes, des minorités, ces publics abandonnés par des renoncements successifs. Et puis pour dénoncer leur déconnexion : ils ne sont plus capables de représenter ces classes-là, ne les connaissent plus, trop enfermés dans leurs espaces urbains, diplômés, etc.

On voit bien que les candidats issus justement de ces milieux, ils étaient plutôt au Rassemblement National.

Et oui. Certes, LFI a fait un petit effort mais dans des logiques aussi d'assignation à résidence culturelle et territoriale. Ce qui est aussi très dangereux. C'est aussi ça que j'ai voulu souligner dans le débat : les classes et les quartiers populaires en général méritent mieux que des formes d'assignation qui les conduiraient à devoir aller voter seulement parce qu'on s'adresse à eux en invoquant une forme de solidarité naturelle sur le Proche-Orient-Gaza, ou sur leur pratique religieuse supposée parce qu'avant d'être des « musulmans d'apparence » ils sont d'abord des classes populaires. D'ailleurs, aujourd'hui, dans ces quartiers populaires où je passe beaucoup de temps, les primo-arrivants et leurs enfants sont désormais pour beaucoup issus du sous-continent indien, ou d'Afrique subsaharienne, qui compte bon nombre de catholiques ou d'évangéliques. Alors peut-on réduire véritablement cette diversité ? Pourquoi les essentialiser ?

Donc en somme, la gauche serait victime de la sociologie à deux niveaux : sa sociologie propre et ses représentations, fantasmes ou préjugé sociologiques ?

Tout à fait. C'est une double déconnexion. Il y a aussi une erreur de lecture avec cette tripartition simpliste entre « métropole » « rural » et « périurbain ». Même là, finalement, il y a une part d'essentialisation, parce que dans cette France métropolitaine urbaine, il y a des poches de pauvreté énormes. Dans une ville moyenne comme Laval, en Mayenne, ou Guéret, dans la Creuse, il y a des quartiers considérés prioritaires mais qui se situent dans les vieux centres-villes. Il faut qu'on sorte de ces représentations catégorisées, comme s'il y avait une forme de tripartition territoriale, auquel correspondrait une tripartition politique. On a, nous aussi nos « white trash », ces français blancs pauvres méprisés, dans le Nord, l'Aisne ou dans l'arrière-pays du Sud Est, par exemple, qui en font des bastions RN. Le réel est beaucoup plus complexe que les lectures qu'on en donne.

Concernant les Verts, il y a eu un paradoxe intéressant dans cette séquence. J'aimerais que tu nous donnes en quelques mots ta lecture de leur échec aux européennes et de leur redressement au niveau national.

Merci le NFP, en fait. La réussite principale des écologistes français, c'est d'avoir justement su s'insérer dans une dynamique de coalition.

C'est ça ce qui les sauve. Et pour le coup, leur Secrétaire Nationale, Marine Tondelier, quand elle lance les négociations sur le Nouveau Front Populaire dès le soir de la dissolution, a totalement conscience que c'est justement en s'inscrivant dans cette dynamique qu'elle va pouvoir sauver ses troupes, parce que le rapport de force leur est très défavorable.

Revenons sur cet échec retentissant aux européennes, c'est-à-dire à « leur élection » où ils font leur plus mauvais résultat depuis l'anéantissement de 1994. Mis à part la concurrence, comment expliques-tu cet effondrement total ?

Il y a à la fois la campagne en elle-même, difficile dans le contexte de la montée du RN mais aussi les choix de campagne portés par la tête de liste. J'y ai vu l'exemple archétypal de la déconnection du réel. Cela a évidemment provoqué un traitement médiatique à charge qui a fini par insister sur ces errements et cette déconnexion. Le lancement de campagne, les happenings dansés, sont autant de signes d'une campagne hors sol qui s'adresse d'abord aux militants et certainement pas aux gens. Elle n'a jamais décollé ni passé « le mur du son », c'est-à-dire qu'en fait on ne l'a pas entendue. Inexistante, transparente, malgré la crise agricole, où finalement on a plus vu la Secrétaire nationale Marine Tondelier – j'avoue que cette dernière a gagné mon respect sur cette séquence. Je sais qu'elle a justement à cœur d'élargir et d'embrasser une forme d'écologie populaire. En aura-t-elle les moyens ?

Il est urgent de faire prendre un virage populaire à l'écologie politique : c'est quelque chose qui a déjà existé : La Zone d'Ecologie Populaire avait été un courant au sein des Verts au mitan des années 2000. Il s'agissait de penser à ceux qui vivent une sobriété contrainte, les classes populaires, et sont les premiers écolos d'une certaine manière. En outre, ils sont aux avant-postes des dégradations de l'environnement et de leur condition de vie au quotidien : qualité de l'eau, de l'air, de l'alimentation, environnement bruyant, pollué, énergie chère, passoire énergétique...

*Il est urgent de faire prendre un virage populaire à
l'écologie politique.*

Je pense vraiment que si les Verts n'avaient pas cette sociologie particulière, et qu'ils étaient eux-mêmes en capacité de penser leurs pratiques à l'aune des premiers concernés, ils seraient la première force politique du pays, au vu des enjeux. Mais pour ça il faut être humble et savoir parler de manière extrêmement accessible et simple aux gens. Et les changements sociaux et culturels, comme la consommation de viande ou l'usage de la voiture par exemple, il faut savoir les accompagner pour opérer la prise de conscience, il faut les accompagner à penser et politiser leurs pratiques.

Pour finir, j'aimerais qu'on replace la France dans un contexte un peu plus large européen. Avec une extrême droite conquérante, aux portes du pouvoir, qu'est-ce que ça dit, en fait, à la fois de la France et de l'Europe ? Peut-on échapper ? Quels sont nos leviers par rapport à l'extrême droitisation de l'espace politique européen ?

Un seul : il faut « délivrer ». Le mouvement, il n'est même pas juste européen, il est mondial. On assiste à un retour des logiques de rapport de force brutes. On n'est même plus juste dans le soft rapport de force, on est dans quelque chose de presque « masculiniste » qui participe d'une brutalisation de la vie publique. On est vraiment dans des logiques d'écrasement dû au fait majoritaire et la Ve République,

par exemple, en France, est symptomatique de cela. Le consensus y est vécu comme une forme de faiblesse.

Un changement de régime est indispensable. Nous sommes, à mon sens, dans une impasse de la cinquième. Ça fait des années qu'on évoque la possibilité d'introduire de la proportionnelle aux scrutins et finalement, on ne l'a jamais fait. Je pense qu'à l'image de ce que demandaient les Gilets jaunes avec le RIC, il y a aussi une demande de partage de pouvoir, de remédiation, de participation. On n'est pas dans le même système que dans les années 60 où il suffisait de convoquer les citoyens tous les cinq ans. Il y a un besoin, et une envie d'expression plus régulière, une volonté de transparence aussi, d'être entendu, écouté.

Quant à l'Europe : on ne peut plus avoir une Europe hémiplegique. On a instauré la libre circulation des capitaux, des hommes, des marchandises, mais ce « grand marché » exige aussi la protection des européens, et de nos valeurs : on n'a pas assez protégé ceux qui sont les forces vives de ce continent, les individus. Et on les a mis en concurrence directe avec leurs voisins et avec le reste du monde, avec cette idée toute thatchérienne du « there is no alternative » face à une dérégulation morbide et mortifère. La libéralisation à outrance, sans approfondissement, on en paye le prix politique aujourd'hui.

La peur du déclin, ce ressenti de déclassement, c'est quelque chose qui traverse toute l'Europe. Ce sentiment d'horizon bouché qui nous porte à croire que l'avenir de nos gosses ou petits-enfants sera moins bon que le nôtre... Ce ressenti-là, il faut le prendre en compte en politique désormais. La politique, ce n'est pas juste une affaire de chiffres et de finances publiques. Il faut aussi offrir une sécurité aux gens : sociale, alimentaire, écologique, environnementale...

C'est parce qu'on se sent en sécurité face aux défis de l'avenir qu'on peut s'offrir un horizon.



Edouard Gaudot is a historian and political scientist. He has worked at the College of Europe in Warsaw and in the European Parliament. He is a teacher, consultant, and writer. His latest book is *Les 7 Piliers de la Cité* (Plon, 2022).



Nora Hamadi is a journalist specialising in European affairs. She is vice-president of the French section of the Association of European journalists (AJE).

Published July 26, 2024

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/la-gauche-ne-les-connaît-plus-entretien-avec-nora-hamadi/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.